



- les règles d'imposition en cas de transfert de domicile entre la France et l'étranger (titre 2, cf. [BOI-IR-DOMIC-20](#)). Les contribuables domiciliés en France sont soumis à l'impôt sur le revenu à raison de l'ensemble de leurs revenus, qu'ils soient de source française ou non. Cependant les intéressés ne sont tenus à l'obligation fiscale illimitée que pour la période au cours de laquelle ils ont en France leur domicile. Ainsi, en application de ce principe, les [articles 166 du CGI](#) et [167 du CGI](#) fixent les règles d'imposition en cas de transfert de domicile entre la France et l'étranger ;
- le régime particulier concernant les contribuables prêtant leurs concours à des personnes domiciliées ou établies hors de France (titre 3, cf. [BOI-IR-DOMIC-30](#)). Les sommes destinées à rémunérer les prestations réalisées par certaines personnes peuvent ne pas être versées directement à leurs véritables bénéficiaires mais à des personnes physiques domiciliées hors de France ou à des sociétés ayant leur siège hors de France. L'[article 155 A du CGI](#) précise le régime d'imposition de ces sommes.
- le régime particulier concernant la situation des non-résidents tirant de France l'essentiel de leurs revenus imposables ("Non-Résidents Schumacker") (titre 4, cf. [BOI-IR-DOMIC-40](#)). Ces non-résidents sont assimilés à des personnes fiscalement domiciliées en France, au sens du droit interne, mais restent tenus à une obligation fiscale limitée, au sens des conventions internationales.